



Conférence Africaine sur le Développement Humain
Rabat : 6 et 7 avril 2007

Le changement du paysage du Sud

Unité spéciale pour la coopération Sud-Sud

Février 2007

Sommaire

Page

I. Introduction	
II. Le changement du contexte global	
A. Fin du fossé East- Ouest	
B. La fin des sphères coloniales d'influence	
C. Interdépendance économique	
D. Essor de la société de l'information.	
E. Les acteurs non étatiques.	
F. Diasporas du Sud.	
III. Changements structurels dans le Sud	
G. L'Essor de la Chine et de l'Inde.	
H. Les autres économies émergentes	
I. Les pays du Golfe et le Moyen Orient	
J. Le régionalisme dans le Sud.	
K. Les arrangements transrégionaux	
II. Le Changement de la scène nationale ...	
A. L'essor de l'économie de marché et du secteur privé	
B. L'essor de la société civile.	
C. L'essor de la classe moyenne	
D. L'industrialisation et l'urbanisation.	
E. L'essor de dynamos régionales et urbaines.	
F. L'impact des diasporas	
G. La culture, les sports et l'économie créatrice	
III. Changement d'agendas	
A. Quelques sujets principaux	
B. Le changement du système multilatéral.	
IV. Les enjeux du changement	

I. Introduction

1. Le monde a connu des changements économiques et politiques énormes au cours des deux dernières décennies. Ces changements, qui touchent plus particulièrement le Sud, ont été les plus rapides sur une durée pareille dans toute l'histoire du Monde. Les relations entre le Sud et le Nord ainsi qu'au sein des pays du Sud ont entièrement pris de nouvelles dimensions. Aujourd'hui, la question qui se pose est s'il y a toujours un Nord et un Sud et si tous les pays ne sont pas tous des partenaires globaux ? En juin 2006, le secrétaire-général de l'Onu Kofi Annan a appelé à une « nouvelle coalition qui comble le fossé artificiel et destructif entre le Nord et le Sud »¹. Actuellement, des questions principales comme l'environnement et le changement climatique, l'énergie, la pauvreté globale, le rapport entre le développement et l'égalité ainsi que l'immigration sont aujourd'hui plus globales dans leur nature que le concept Nord-Sud. Le multilatéralisme est plus que jamais important, mais est-ce, si nécessaire qu'il soit, un type plus inclusif de multilatéralisme, montant sur scène la communauté croissante des acteurs non-étatiques qui représente aujourd'hui une partie intégrale, et de plus en plus importante sur le paysage internationale ?

2. Malgré le fait que le Sud reste pauvre dans une large mesure, sa pauvreté, quand à elle, n'est plus aussi envahissante qu'elle l'était durant les années 60 et 70. On l'atteste à travers l'émergence de centres de richesses et de pouvoirs économiques. Même au sein des pays pauvres, il existe des poches considérables de richesses et d'influence avec une classe moyenne croissante qui a confiance en soi. Les plus frappants parmi ces pays sont une vingtaine ou une trentaine de pays qui se sont installés en tant qu'acteurs qui ont confiance en eux sur la scène internationale avec un pouvoir économique et commercial qui concurrencent beaucoup de pays du Nord. Le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et d'autres pays émergents sont des acteurs clés dans le processus de négociations international. Ils sont économiquement forts et ne se contentent point d'attirer les investissements extérieurs mais investissent dans d'autres pays du Nord et du Sud. En effet, le niveau et la portée des transactions Sud-Sud, soient-elles politiques ou économiques, se sont améliorés énormément. Dans le Sud, plus que dans le Nord, l'interdépendance régionale connaît une importance de jamais vu. Les régions interdépendantes contredisent aujourd'hui considérablement l'écart Nord-Sud comme c'est le cas de l'Asie de l'est et du Pacifique. Fort est de constater que le développement des régions a contribué au déclin des anciens réseaux et influences impériaux. Ces tendances ont été clairement illustrées durant le dernier sommet Afrique Chine, un événement unique de coopération Sud-Sud qui a lieu à Pékin du 3 au 5 novembre 2006.

¹. voir le *Financial Time*, 12 juin 2006

3. Il n'y a pas longtemps, le rôle du Sud dans le système multilatéral était périphérique. C'est le Nord qui a pris l'initiative de créer les grandes structures multilatérales actuelles, y compris les Nations unies et les institutions de Bretton Woods et continue de contrôler beaucoup de ces organisations. Au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se veut un forum de négociation sur l'une des questions les plus importantes de nos jours - le commerce international - le sud y jouit d'un pouvoir puissant. Au sein des Nations unies et du Fond monétaire international (FMI), les pays en voie de développement demandent de jouer un rôle plus important. Pour être plus efficace, le système multilatéral a besoin de légitimité et cela ne peut se produire que si les pays en voie de développement obtiendront une voix plus déterminante. Des démarches sont prises dans ce sens – par exemple, la dernière réforme du FMI - mais il reste beaucoup à faire. Tous ces changements, passés ou éventuels, mènent vers un besoin primordial : le Sud a besoin de créer de nouveaux mécanismes institutionnels afin d'exploiter les opportunités émergentes pour un Sud proactif qui joue un rôle plus important dans les affaires internationales.

4. Le Sud devrait aussi approfondir et amplifier la coopération et développer de nouveaux mécanismes pour cet objectif, d'un point de vue différent, vu que la performance dans le Sud a été irrégulière. Plusieurs pays, notamment les pays les moins avancés, ont vu des revers alarmants dans le développement humain dont le prix tombe disproportionnellement sur les pauvres en général, et plus particulièrement, sur les femmes, les enfants et les minorités. Beaucoup de ces pays ont manifesté des difficultés pour transformer leurs avantages comparatifs implicites en bénéfices concrets qui augmentent les opportunités offertes par la mondialisation². C'est donc une tâche cruciale aujourd'hui pour la coopération Sud-Sud de freiner cette différence croissante et de la changer à travers un lien économique plus important entre les deux groupes de pays en voie de développement. Cela demande une politique publique voulue et concertée aux niveaux régional et interrégional ainsi qu'une amélioration de la politique publique à travers la participation du secteur privé, la société civile et d'autres groupes sociaux dans la formulation et la mise en œuvre des politiques. Deux autres implications doivent être prévues : cette coopération Sud-Sud améliorée devrait porter une attention particulière aux pays les moins avancés (PMA), aux pays enclavés ainsi qu'aux petits états insulaires en développement et de porter aussi un intérêt spécial pour l'Afrique.

II. Le changement du contexte global

5. Le concept du Sud remonte à la deuxième Guerre mondiale avec la fin des empires, l'accroissement spectaculaire du nombre des pays souverains et la consolidation des Nations Unies. Le Sud était largement considéré comme un concept postcolonial, au moins au début. Néanmoins, après les changements enregistrés au cours des trois dernières décennies, on s'est débarrassé de la plupart des résidus du colonialisme et un nouveau Sud, confiant, s'est graduellement installé. Comme noté au début, aujourd'hui plusieurs pays du Sud ont intégré la globalisation et quelques-uns sont devenus des acteurs plus implorants dans le commerce et la finance que quelques petits pays du Nord. La fin de la Guerre froide, les nouvelles technologies et les nouveaux centres émergents de pouvoir ont changé le paysage international avec des répercussions énormes pour le Sud.

² Troisième cadre de coopération Sud-Sud (2005-2007) (DP/CF/SSC/3/Rev.1, 12 juin 2005). Le comité exécutif a approuvé le cadre en juin 2005.

A. Fin du fossé East- Ouest

Les années 80 ont été marquées par la fin du fossé East- Ouest. Dans les pays directement touchés, le système économique central de l'Est a donné, de degrés différents, des systèmes économiques orientés vers le marché. Le Sud était principalement défini en relation avec un Nord qui comprenait les marchés des économies développés. L'Est était une catégorie séparée des pays placés quelque part entre le Nord et le Sud dans les négociations internationales. Avec la fin du bloc de l'Est, les anciens pays de l'Est font aujourd'hui parti soit du Nord (ceux qui ont rejoint l'Union Européenne) soit d'une bonne partie du Sud (l'Asie central). D'autres, comme la Fédération russe, n'appartiennent à aucun des deux.

7. L'effondrement du fossé Est-Ouest a eu des conséquences sur quelques organismes du Sud comme le groupe 77 (G-77) et le Mouvement des non-alignés. Ce dernier n'est plus non-aligné entre l'Est et l'Ouest mais il est dans la même ligne que le G77. Les Nations Unies elles-mêmes ont trouvé un rôle nouveau et plus actif dans les affaires mondiales avec comme premier objectif de se concentrer sur les problèmes des pays échoués, l'installation, le maintien et le renforcement de la paix en plus des questions relatives à la sécurité humaine, le développement économique, la protection de l'environnement, l'éradication de la pauvreté et la question social, y compris les relations entre les sexes.

B. La fin des sphères coloniales d'influence

8. Malgré le fait que le colonialisme a cessé de peser dans les relations internationales durant les années 50 et 60, les sphères d'influence issues de l'ère coloniale continuaient de dominer il n'y a pas si longtemps. Les blocs anglophones, francophones et lusophones ont continué d'opérer avec la pratique persistante des puissances ex-coloniales qui jouent un rôle primordial dans les affaires relatives à leurs ex-colonies.

9. Cependant, ce qui a eu lieu durant les trois dernières décennies, c'est que ce type de lien entre les anciennes ex-colonies du Sud et le Nord a graduellement cessé. Même si ces relations continuent d'être vitales dans la sphère culturelle, leur importance en termes géopolitiques et économiques a décliné considérablement. Pour les pays du Sud, ce sont les acteurs régionaux, politiques et économiques qui sont les plus influents. Les puissances régionales jouent un rôle majeur dans ce qui se passe dans leurs régions et, petit à petit, affirment leur pouvoir. Aujourd'hui, les puissances ex-coloniales ne possèdent plus une place privilégiée dans la gestion de leurs affaires. Même dans le Nord, la tendance est de chercher à l'intérieur les pays les moyens susceptibles de consolider leurs relations au niveau régional. Lors des phases initiales de son évolution, l'Union européenne était, dans une large mesure, un produit dérivé de la dissolution des réseaux impériaux et de la fin des empires européens. De plus en plus, le monde commence à s'organiser sur une base régionale et les organismes régionaux semblent constituer un des blocs les plus importants dans un nouvel ordre mondial. Cela s'applique avant tout aux régions du Sud qui montre une vitalité d'une importance croissante.

C. Interdépendance économique

10. Au moment de l'ère coloniale, il existait une interdépendance économique entre le Nord et le Sud. Cependant, plusieurs observateurs décrivent cette relation comme une dépendance économique où le Sud vendait la matière première au Nord et recevait des produits industriels de ce dernier. Cela a donné lieu à une controverse qui a duré plusieurs années en termes de commerce qui a dominé les négociations Nord-Sud durant les années 60 et 70.

11. Cette donne a changé aujourd'hui avec l'émergence de quelques pays du sud, notamment en Asie, en tant qu'importantes puissances industrielles. Petit à petit, la dépendance s'est transformée en une relation interdépendante Nord-Sud. Les investisseurs du Nord apportent plus leurs ressources au Sud sur la base de conditions unilatérales mais, sur des conditions négociées par des sociétés appartenant à la fois au Nord et au Sud et des groupes opèrent en tant que partenaires égaux. Ces investisseurs ne cherchent plus seulement des sources d'approvisionnement en matières premières et en main d'œuvre moins chère mais aussi les grands, sans cesse grandissants marchés du Sud.

12. La qualité des investissements étrangers a changé radicalement au cours des dernières années. Les sociétés multinationales sont aujourd'hui plus sollicitées contrairement aux années 60 et 70 quand on les fuyait. Aujourd'hui les compagnies elles-mêmes cheminent vers de vraies organisations internationales. Il existe de considérables investissements originaires du Sud dans le Nord que ce soit des Investissements de portefeuille ou des investissements directs.

13. Une pénétration mutuelle entre les économies du Nord et du Sud est également en cours. A titre d'exemple, Bangalore en Inde est un fournisseur de matériels informatiques ainsi que de divers services relatifs à la technologie de l'information y compris les opérations du back office et le travail analytique de haut niveau des compagnies du Nord. Elle opère également à travers de proches inters liens entre des compagnies du Nord et du Sud. Il y a eu une augmentation considérable par rapport au commerce interindustriel entre le Nord et le Sud avec l'émergence de pays des deux rives se spécialisant dans les sous-secteurs de la même industrie. Cela était seulement une caractéristique du Nord où il y avait une grande interpénétration des économies du Nord. Actuellement, le Sud et le Nord vivent la même intégration. Le nombre de sociétés du Sud cotées en bourse des pays du Nord ne cesse d'augmenter. L'intégration globale est devenue un processus partagé et le Sud et le Nord sont plus que jamais interdépendant.

D. Essor de la société de l'information

14. Les avancées rapides dans le domaine des communications et de la technologie de l'information ont mené à une transformation majeure dans la qualité et le nombre des relations entre les personnes, les entreprises, les organisations de la société civile, les organismes professionnels et les gouvernements dans le Sud d'une part, et entre le Nord et le Sud d'autre part.

La technologie de l'information remplit d'avantage le fossé Nord-Sud. Ses effets sont plus apparents dans le commerce national et international. Elle est devenue un facteur important dans la stimulation de l'économie de marché sur tous les niveaux de la société. Il existe

aujourd'hui plus de liens entre les fournisseurs et les vendeurs, et de nouvelles opportunités sont offertes en faveur des gens marginalisés. Il y aussi un rôle important au niveau de l'enseignement et de l'éducation et la nature du processus éducationnel est soumise à un changement. Les téléphones portables sont populaires mêmes dans les régions les plus lointaines de la planète.

15. Il reste sans doute un important fossé digital entre le Nord et le Sud ; cependant, remplir cet écart est une tâche essentielle. Ceci dit, les liaisons politiques, économiques et sociales croissantes entre le Nord et le Sud se sont améliorées avec le développement rapide de la technologie de l'information.

Dans cette perspective, l'une des conséquences les plus excitantes a été l'émergence d'une société civile internationale dotée de réseaux connectés et d'une considérable capacité d'influencer les décideurs dans les négociations internationales.

E. Les acteurs non étatiques

16. Un autre développement qui change la scène mondiale est la montée d'une nouvelle génération d'acteurs non-étatiques. D'importants acteurs non-étatiques existaient avant (e.g. le Comité international de la Croix-Rouge), mais leur nombre et les opportunités offertes pour eux ont rapidement augmenté au cours des dernières années. L'une des raisons de cette augmentation est le fait qu'ils jouissent de plus de flexibilité pour opérer dans un mode d'informalité qui n'est pas autorisé aux acteurs étatiques. Ces acteurs non-étatiques ont été utilisés pour divers types de processus de négociations internationales et pour des activités de développement international. Dans le domaine de coopération pour le développement et l'aide humanitaire, les organisations non-gouvernementales (ONG) jouent un rôle prépondérant. La participation des acteurs non-étatiques reste vitale notamment dans les « Etats échoués ».

17. Dans un autre niveau, il y a quelques organismes comme le Forum économique mondial (FEM) qui s'est transformé au cours de ces vingtaines dernières d'années en une organisation internationale d'une grande ampleur réunissant les leaders du secteur privé et les leaders gouvernementaux, mais aussi les organisations de la société civile. Le FEM est devenu un instrument influent de débat et de construction de consensus sur les questions critiques d'ordre international. Sans oublier bien sûr le Forum social mondial qui se veut un espace de promotion de visions alternatives de développement pour les organisations de la société civile et les mouvements sociaux

F. Diasporas du Sud

18. Une tendance remarquable a été enregistrée ces dernières années concernant la croissance rapide des diasporas originaires du Sud dans le Nord. Ces diasporas sont de deux types. La première est la diaspora de l'élite comprenant les professionnels et les entrepreneurs du Sud qui ont trouvé de très bonnes opportunités d'emploi ou qui ont monté leurs propres affaires dans les pays du Nord. Ces gens là ont été considérés, quelques années auparavant, comme des migrants scientifiques du Sud vers le Nord. Dans les années 70, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a proposé de mettre un terme à ces migrations scientifiques et a même proposé de compenser les pays en voie de développement

pour les pertes de leur matière grise. Ce qui a été considéré comme une perte à ce moment là, apparaît aujourd'hui comme un facteur positif pour le Sud avec le renforcement de ces diasporas dans le Nord tout en préservant des liens économiques et sociaux forts avec le Sud. Ce qui a engendré des bénéfices mutuels pour le Nord et le Sud. Dans la vallée du silicium des Etats Unis, près de 20 pour cent de la population professionnelle est issue de l'Asie du Sud. Près de la moitié du personnel médical du service national de santé au Royaume Uni sont des étrangers dont la majorité est originaires des pays en voie de développement.

19. Il y a une seconde catégorie de diaspora. Il s'agit des flux de personnes non qualifiées du Sud qui cherchent des emplois moins payants. Il existe un grand nombre de ces gens en Europe et en Amérique du Nord mais même ces diasporas sont devenues d'importantes sources de revenus et de versements pour beaucoup de pays du Sud. Aujourd'hui les versements rapportent aux pays du Sud plus de revenus étrangers que l'exportation de matières premières. Les recettes découlant des versements constituent presque le double de ce que ces pays reçoivent à travers l'aide de développement. Selon une estimation actuelle, les pays en voie de développement reçoivent environ 200 milliards de dollars à travers les versements. Il s'agit d'une nouvelle caractéristique dans les relations Nord-Sud.

III. Changements structurels dans le Sud

20. Durant les trois dernières décennies, des changements spectaculaires ont touché les structures institutionnelles et celles du pouvoir. De nos jours, le Sud n'est pas seulement plus riche au sens propre du mot mais son poids économique en relation avec l'économie mondiale a substantiellement progressé. Les chiffres relatifs au produit intérieur brut (PIB) indiquent que les pays en voie de développement contribuent à hauteur de 20 à 25 pour cent du produit mondial brut. En ce qui concerne le pouvoir d'achat, la part des pays en voie de développement s'élève à 40 pour cent.

21. Le Sud n'est plus l'économie agricole qu'elle était il y a des décennies. En effet, plusieurs pays en voie de développement ont considérablement élargi leurs structures industrielles. Le Sud a augmenté sa part de la valeur ajoutée industrielle mondiale de 19 pour cent en 1990 à 24 pour cent en 2003. En 1990, les pays en voie de développement représentaient 19 pour cent des exportations industrielles mondiales ; en 2003, ce chiffre a augmenté à 30 pour cent. L'Asie en particulier a connu une croissance immense de ses capacités industrielles comme le souligne le Rapport du PNUD 2006 sur le développement humain en Asie-Pacifique, « L'Asie se développe rapidement pour devenir l'usine du monde ». Entre 1990 et 2003, les pays en voie de développement de l'Asie de l'est et du Pacifique ont augmenté leur commerce de 45 pour cent à 81 pour cent du PIB, signe de l'ouverture croissante de ces économies. Dans la même tendance, même si l'Afrique reste derrière, l'Amérique latine a aussi réalisé des avancées. L'autre particularité épatante est l'accumulation d'excédents importants par beaucoup de pays d'Asie ainsi que les pays producteurs de pétrole. On vit donc une tendance claire et nette vers le renforcement des liens économiques et d'interdépendance au niveau régional et sous-régional. De nouvelles structures de commerce, d'investissement et d'autres liaisons économiques s'installent rapidement écrasant les structures héritées du passé colonial.

22. Ecrivain pour la newsletter du Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies (SLNG), Dr. Supachai Panitchpakdi, secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a dit « l'une des dynamiques les plus encourageantes aujourd'hui c'est le fait que les pays en voie de développement représentent en tant que groupe un acteur important dans le commerce international. De 24 % du commerce mondial en 1990, leur part a enregistré 33% en 2004. Alors que la majorité de leurs exportations vont vers les pays riches du Nord, près de 43 % sont destinées pour d'autres pays en voie de développement. Ce commerce Sud-Sud progresse plus vite dans n'importe quels autres flux commerciaux à travers le monde- environ 11% par an. C'est cette croissance spectaculaire réalisée par quelques grands pays en voie de développement, en Asie plus particulièrement- qui permet à plusieurs petits pays de bénéficier d'un nombre croissant d'exportations de matières premières et de produits qui sont les plus demandés dans les centres de croissance. Des tendances similaires apparaissent dans les flux d'investissements internationaux ».

23. Selon le dernier rapport mondial d'investissement du (SLNG), d'un total de 916 milliards de dollars des flux mondiaux d'investissement étrangers directs (IED), les flux vers les pays en voie de développement ont enregistré 334 milliards de dollars- le plus gros investissement jamais réalisé. Ce chiffre représente une part du marché qui s'élève à 36 pour cent, tandis que 4 pour cent de plus sont partis vers les pays en transition (l'Europe du Sud-Est et la Communauté des Etats indépendants). Vient s'ajouter à cela le fait que, tandis que les pays riches restent les sources principales des capitaux d' (IED), le rôle des pays en voie de développement et les pays en transition en tant que sources de capitaux des IED ne cesse d'augmenter. «Négligeables ou insignifiants au cours de la moitié des années 1980, les flux provenant de ces économies ont atteint 133 milliards de dollars en 2005, ce qui correspond à 17 % du chiffre mondial »⁴. Les propos du Dr. Panitchpakdi et ces faits parlent d'eux-mêmes.

24. L'Afrique aussi commence à rattraper le retard. D'après un article intitulé « les réformes placent l'Afrique derrière la carte » apparu le 11 juillet en 2005, alors que les investisseurs occidentaux ne se sont pas totalement rendus compte que l'Afrique change, celle ci a commencé à attirer les IED ainsi que les investissements de portefeuille de certains pays asiatiques, de la Fédération russe et des pays du Moyen Orient. L'article cite Carlos Fortin, ancien vice secrétaire général du (SLNG) qui déclare que « la plupart des Etats africains ont mis en œuvre une large politique de réformes depuis la moitié des années 80 ; cela change radicalement et accélère l'ouverture de leurs économies ». aujourd'hui les économies du Botswana et du Ghana se développent rapidement. Evidemment, la performance des pays africains reste irrégulière et les poches de succès dans la région ne sont pas encore assez nombreuses pour placer tout le continent africain sur la voie de développement durable. D'où l'importance d'un agenda de coopération Sud-Sud et d'interdépendance.

³ (SLNG), *le rapport mondial d'investissement 2006: les économies en développement ou en phase transitoire: Implications du Développement*, p. xvii.

⁴ Ibid

A. L'Essor de la Chine et de l'Inde

25. Au cours des deux dernières décennies, la Chine et l'Inde qui représentent près de 40 pour cent de la population mondiale et plus de la moitié de la population du Sud, ont tous les deux connu une transformation économique dramatique. De 1980 à 2006, l'économie chinoise a augmenté en moyenne de 8 à 9 pour cent par an tandis que celle de l'Inde a réalisé une croissance de 6 pour cent⁵. Vu l'immensité des deux pays et « le fait qu'ils représentent les deux cinquièmes de la population mondiale et un cinquième du revenu mondiale (mesuré en termes de Parité du pouvoir d'achat PPP) leur performance économique exerce déjà un impact assez important sur les structures mondiales du commerce, la croissance mondiale, les perspectives économiques des autres pays y compris leur efforts d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ». ⁶

La Chine a accumulé une réserve immense des échanges étrangers qui dépassent aujourd'hui 1 trillion de dollars. L'Inde aussi possède une balance de paiements en excédent. Les deux pays ont éliminé toute sorte de dépendance en termes d'influx, d'aide bilatérale et d'assistance financière des institutions multilatérales de financement.

26. Malgré cela, la Chine et l'Inde restent pauvres avec des populations qui vivent sous le seuil de pauvreté et les deux pays sont toujours considérés comme pauvres au monde. Néanmoins, ce qu'ils détiennent aujourd'hui ce sont les capacités financières et techniques autonomes pour attaquer leurs problèmes de pauvreté. La priorité principale et le défi majeure pour eux est d'établir un lien dynamique entre la création rapide de richesses et l'utilisation de ces richesses pour réduire la pauvreté. Dans cette perspective, la Chine et l'Inde développent leurs propres politiques. Alors qu'ils prennent des conseils d'ordre technique de la part des institutions financières multilatérales, ils le font sans entrer en relation de client avec ces organismes. Il s'agit de deux grands pays avec des capacités financières et technologiques considérables qui déterminent leurs propres politiques en fonction de leurs objectifs et de leurs priorités sans être dépendants d'un appui financier extérieure sur des conditions concessionnelles. Cela doit être perçu comme un développement majeur du temps récent. De plus, même si ni l'Inde ni la Chine fait partie du Groupe des 8 (G8), ils entretiennent tout de même un statu consultatif privilégié avec cet organisme et avec plusieurs autres pays du Sud. Ils sont sur le point de devenir des puissances économiques mondiales.

27. L'essor de la Chine et de l'Inde a de larges répercussions sur le Sud en entier. Ces pays sont devenus de grands importateurs de matières premières, notamment les métaux et les minéraux ainsi que l'approvisionnement en énergie. Les producteurs des matières premières de l'énergie dans le Sud s'intéressent de plus en plus à la Chine et à l'Inde pour leurs marchés et leurs relations économiques et commerciales. L'émergence de ces deux nouvelles économies a créé d'importantes opportunités pour l'extension du commerce dans le Sud.

⁵ Au cours des derniers mois, le développement de l'Inde a accéléré. Durant le trimestre juin-septembre 2006, l'économie du pays a augmenté par 9.2 pour cent. Son PIB a dépassé 8 pour cent durant les six derniers trimestres. Voir *Financial Times*, premier décembre 2006, "les perspectives de croissance frôlent les 9.2%".

⁶ Voir UNCTAD, *Rapport de commerce et de développement, 2005: nouvelles caractéristiques de l'interdépendance mondiale* (UNCTAD/TDR/2005), p. 28.

28. La Chine et l'Inde ont mis en place des capacités techniques et technologiques très sophistiqués. Leurs institutions d'enseignement supérieur produisent un nombre impressionnant d'ingénieurs, de scientifiques et de professionnels en technologie de l'information. Seul l'Inde ajoute 100.000 diplômés en technologie de l'information chaque année. Ces ressources techniques et humaines constituent une base solide sur laquelle une coopération Sud-Sud extensive peut être fondée notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur et du développement de la technologie, malgré le fait que des mécanismes ne sont pas encore intégralement développés. D'autres pays en voie de développement commencent déjà à profiter des capacités techniques et éducatives de la Chine et de l'Inde en envoyant leurs étudiants et stagiaires dans ces deux pays et en inspectant leur expertise.⁷

B. Les autres économies émergentes

29. Outre la Chine et l'Inde, un autre groupe de pays du Sud font partie des économies internationales en élargissant leurs relations avec d'autres pays du Sud et du Nord. La Malaisie, La République de Corée, le Singapour, et la Thaïlande en Asie ; le Brésil, le Chile, et le Mexique en Amérique Latine ; le Botswana, le Ghana et l'Afrique du Sud en Afrique sont déjà devenus des acteurs considérables et plusieurs autres semblent vouloir les rejoindre. Tous ces pays possèdent des capacités techniques substantielles, un fort potentiel commercial et des ressources financières. Avec la Chine et l'Inde, ils se sont installés en tant que centre régionaux d'influence économique, commerciale et financière. De plus, ils sont bien placés pour élargir leur prospérité pas seulement au sein de leurs régions et sous-régions mais aussi sur une base interrégionale. Ils constituent des investisseurs dans d'autres pays en termes d'investissements directs et d'investissements de portefeuille. Leurs bourses connaissent une croissance importante et attirent un spectre croissant de petits et moyens investisseurs. La cumulation de surplus dans ces pays montre qu'ils sont maintenant immunisés face à la politique des institutions de micro-finances. Ils sont aussi influents dans les forums de négociations régionales et internationales.

C. Les pays du Golfe et le Moyen-Orient

30. Les six membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) – le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Emirats arabe unis- doivent être vu en tant qu'entité distincte dans le Sud. Pas seulement parce qu'ils sont géographiquement liés mais surtout parce qu'ils possèdent une capacité énorme de ressources financières susceptibles d'augmenter d'avantage dans la prochaine décennie. Vu les prix élevés des prix du pétrole, les pays du Golfe contrôlent actuellement environ 1 trillion de dollars de ressources dont une grande partie cherche des opportunités d'investissements. Ce n'est pas étonnant qu'il y ait eu une croissance rapide du secteur financier dans ces pays avec l'installation et l'extension des banques étrangères dans ces pays qui œuvrent pour devenir un centre régional et international d'investissements.⁸

⁷ Pour plus d'informations, rappez-vous au *rapport de commerce et de développement, 2005* (UNCTAD/TDR/2005).

⁸ Récemment la compagnie Merrill Lynch a lancé l'index de Dubaï pour ouvrir le marché national aux investisseurs étrangers. Voir *Financial Times*, 1 Novembre 2006.

31. Autre point important pour la coopération Sud-Sud c'est à quel point les ressources des pays du Golfe seront efficacement utilisées dans l'investissement dans le Sud. Il ne s'agit pas là d'une question d'aide. Il existe actuellement des mécanismes fiables pour diriger les ressources des pays du Nord à travers les investissements directs ou de portefeuille et à travers d'autres formes d'intermédiation financière.

32. Malheureusement, une infrastructure institutionnelle similaire qui assure la transparence et la responsabilité fiduciaire n'existe pas dans le Sud. Cette lacune renvoie à une exigence urgente dans la coopération Sud-Sud.

33. malgré la persistance des difficultés géopolitiques dans le Moyen-Orient, les capitaux ne cessent pas d'y affluer, cherchant des opportunités, pas seulement dans le Golfe mais aussi dans d'autres pays comme l'Egypte et la Jordanie. Selon un article récent (28 août 2006) apparu dans le magazine *Business Week*, les investisseurs externes s'attendent à une opportunité pour la croissance économique au Moyen Orient. Les services d'investissements bancaires progressent à fond de train⁹.

Il convient de mentionner à cet égard le point de vue de Dominic Barton et Kito de Boer de McKinsey & Company dans un article intitulé « avance doucement sur le nouveau chemin de soie » paru dans le *Financial Times* le 30 janvier 2007. Les auteurs attirent l'attention sur ce qu'ils qualifient comme « une transition économique profonde » les relations entre la région du Golfe riche en pétrole et les économies asiatiques en plein essor. Le commerce entre les pays du CCG et l'Asie de l'Est a quadruplé entre 1995 et 2005. Les investissements régionaux ont aussi augmenté et continuent de s'agrandir et de se diversifier. Deux questions se posent. Premièrement, le nouveau chemin de soie doit attirer d'autres pays de l'Asie de l'ouest et de l'Afrique du Nord. Deuxièmement, un second chemin de soie doit être créé en Afrique.

D. Régionalisme dans le Sud

35. Il y a deux décennies, plusieurs pays du Sud continuaient à maintenir des liens coloniaux traditionnels avec le Nord. Comme déjà dit, l'importance de ces relations a diminué au profit des liaisons au niveau régional et sous régional, poussé par les dynamiques économiques régionales. Les accords régionaux de commerce ne cessent d'accroître et semblent devenir une alternative pour les accords internationaux multilatéraux sous l'égide de l'OMC. L'émergence du régionalisme apparaît aussi comme un pas derrière vers l'ère précoloniale quand les relations régionales et sous régionales primaient.

⁹ Un livre intitulé: *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier* (La Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, 2007) vient d'être publié. Harry G. Broadman a contribué à ce travail avec Gozde Isik, Sonia Plaza, Xiao Ye and Yutaka Yoshino.

l'ANASE, la Chine, le Japon, la République de Corée et l'Inde. De la même façon, il y a des efforts similaires pour l'approchement de l'ANASE, l'Australie, la Chine et le Japon. Il existe aussi une possibilité de créer une ANASE+3 (la Chine, le Japon et la République de Corée).

Dans les deux Amériques, l'Accord de libre-échange nord-américain regroupe le Canada, le Mexique et les Etats-Unis. De plus, malgré l'opposition ou l'hésitation de quelques pays sud-américains, un accord de libre échange pour tous les pays de la région est toujours en cours d'études. En Europe, l'Union européenne continue d'élargir ces relations extra-régionales avec une série de coopération commerciale et économique avec ses voisins de l'Est et du Sud.

41. Il convient également dans ce contexte d'évoquer l'Organisation de coopération de Shanghai qui lie la Chine et la Fédération russe avec quatre pays de l'Asie central : le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'Inde, la République islamique d'Iran, la Mongolie et le Pakistan jouissent du statut d'observateur au sein de l'organisation et ont tous demandé un siège permanent.

42. Une autre initiative inter régionale qui mérite d'être abordée est le partenariat entre l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud IBSA. En coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'IBSA a créé un fond anti-pauvreté visant à combattre la famine et la pauvreté pas seulement dans les trois pays en question mais aussi dans tous les pays en voie de développement. Les pays étudient la possibilité d'un accord de libre échange entre eux. L'IBSA, la Chine et le groupe des 20 (G-20) ont déjà été décisifs dans le développement d'un terrain médian à Doha.

IV. Le changement de la scène nationale

43. Avec la mondialisation, les liens entre les politiques internes et externes sont devenus plus puissants et les plus intenses. Les événements extérieurs et les pouvoirs influencent plus que jamais les politiques nationales. Comment les facteurs internes externes réagissent-ils au niveau d'un pays du Sud, mérite une étude profonde. Contrairement au pays développés, cet aspect d'économie politique internationale n'as pas reçu une attention adéquate.

A. l'Essor de l'économie du marché et du secteur privé

44. Le changement fondamental de ces deux dernières décennies dans les pays du Sud est leur transition de leurs économies contrôlées par l'Etat (le degré du contrôle de l'Etat étant variable d'un pays à l'autre) vers des économies de marché (quelques uns sont plus avancés dans ce domaine que d'autres). Un autre phénomène lié à cette transformation est l'ouverture des économies vers le commerce et l'investissement extérieurs ainsi que la libéralisation des échanges extérieurs. La transition vers des économies de marché a nécessité la création de nouveaux mécanismes institutionnels et la mise en place d'un dispositif juridique spécifique – un processus de changement et de réforme qui n'est toujours pas à la hauteur dans plusieurs pays du Sud. Les pays ont aussi privatisé des biens de l'Etat offrant ainsi de nouvelles opportunités pour les investisseurs nationaux et étrangers. Les marchés financiers- bourses, les marchés des capitaux, les échanges de matières premières et autres- ont augmenté en nombre et en importance.

45. Tous ces changements ont créé le besoin de nouvelles formes de coopération entre les pays, annulant dans le processus la viabilité de rester avec des modèles d'interaction entre deux pays. Avec l'essor d'acteurs économiques et commerciaux non-étatiques, les agendas de coopération Sud-Sud ont changé et doivent changer d'avantage. La libéralisation commerciale signifie aussi qu'il y a de nouvelles questions qui figurent sur la liste actuelle des agendas du Sud, touchant notamment l'OCM, tandis qu'avant, une génération de leaders du Sud ont été plus engagés avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

46. Il est aujourd'hui généralement reconnu que la richesse est créée par les activités relatives aux affaires d'entreprises et les activités du secteur privé. On reconnaît également que l'Etat dans ce processus ne joue qu'un rôle régulateur visant à assurer le terrain pour le secteur privé et les acteurs économiques même si les intérêts de la communauté sont protégés. L'essor du secteur privé, notamment dans les pays qui n'ont pas une forte tradition dans le domaine des activités du secteur privé et des sociétés, nécessite que la relation entre le secteur privé et l'Etat soit clairement définie. C'est l'une des préoccupations majeures des pays du Sud et leur interaction avec les organisations multilatérales comme les Institutions de Bretton Woods est de l'ordre du jour.

47. Dans plusieurs pays en voie de développement, le secteur privé s'est organisé à travers des institutions puissantes comme les chambres de commerce et d'industrie qui créent leurs propres réseaux interétatiques au niveau régional ou international. L'Union africaine possède une organisation similaire d'affaires panafricaines. De même, les régions de l'ASEAN et de l'ASARC possèdent des organismes interétatiques du secteur privé. De telles institutions changent les agendas intergouvernementaux. Les agendas de coopération Sud-Sud ne sont plus dominés par les priorités gouvernementales et, grâce à ces organismes, il existe aujourd'hui des canaux de communication et des réseaux différents de ceux des gouvernements.

B. L'essor de la société civile

48. Contrairement à la situation d'il y a quelques années, la plupart des pays du Sud ont des sociétés civiles relativement vivaces qui sont prises en compte dans les questions relatives aux politiques publiques et qui ont un impact considérable au niveau national et international. Le système des Nations unies a joué un rôle important dans la stimulation de la croissance de la société civile, notamment à travers l'insistance sur l'environnement, le développement, le rapport entre les deux sexes, les droits humains, la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité. La promulgation et la promotion de la mise en œuvre des Objectifs Millénaire pour le Développement (OMD) ont également encouragé une interaction extensive avec la société civile. De nos jours, les institutions de la société civile influencent les politiques des gouvernements sur des sujets aussi sensibles que le commerce, la libéralisation et la privatisation. En effet, dans beaucoup de pays, la transition vers une économie de marché a été ralentie par la pression de la société civile. Avant, ce sont les gouvernements du Sud qui contrôlaient la mondialisation et le mouvement vers des économies ouvertes. Aujourd'hui ce sont les institutions de la société civile qui ont pris la relève. Les organisations de la société civile ont aussi établi des relations avec des organisations sœurs dans d'autres pays. Les réseaux de la société civile dans le Sud deviennent de plus en plus importants. Ses liens avec les institutions de la société civile dans le nord est aussi considérable.

49. Un autre point qui mérite discussion se présente. Ce que les analystes qualifient comme « société civile internationale » reste essentiellement un réseau ou une collection d'ONG nationales et internationales installées dans le nord, des fondations et des organisations religieuses. Alors qu'un grand nombre d'entre elles ont une présence substantielle, y compris les questions nationales et des activités croissantes, dans le Sud, cependant, de nombreuses organisations, gérées par des hauts responsables originaires du Sud ou des diasporas, sont généralement financées par des groupes ou des institutions du Nord. Il y a besoin pour les pays et les gens du Sud de construire d'avantage une société civile notamment au niveau régional et inter régional. Il ne s'agit pas ici d'un appel pour une société civile alternative mais plutôt une proposition de transformer la société civile « international » d'aujourd'hui en quelque chose authentiquement globale.

c. L'essor de la classe moyenne

50. Il y a eu toujours une classe moyenne dans le Sud même si elle était moins importante qu'elle l'est aujourd'hui. Au cours des dernières décennies, la classe moyenne a connu une croissance rapide et représente aujourd'hui entre 10 et 20 pour cent de la population dans la plupart des pays du Sud. Contrairement à la classe moyenne des années 50 et 60, la classe moyenne actuelle est moins dépendante des emplois dans le secteur public et est plus engagée avec le secteur privé et le monde des affaires. La classe moyenne a également élargit sa dominance sur des professions telles que, le droit, la médecine, la comptabilité, la gestion des affaires et l'enseignement supérieur. C'est un organisme puissant qui a un impact important sur la politique publique et les actions du secteur privé. Plus important, elle joue un rôle de plus en plus important dans la croissante ouverture des économies du Sud.

51. L'importance croissante des professions dans la gestion économique et sociale des pays a engendré des investissements dans le domaine de l'enseignement et, par conséquent, la construction d'universités, de collèges techniques et autres institutions. Parmi les pays du Sud, au niveau sous régional et régional, il existe des réseaux qui lient les organismes professionnels. Le potentiel des capacités de ces organisations n'est pas encore exploité et la coopération Sud-Sud doit se concentrer sur ce sujet.

D. Industrialisation et urbanisation

52. Un autre changement impressionnant dans le Sud en comparaison avec la situation d'y il a quatre décennies, c'est que beaucoup de pays en voie de développement ont développé des secteurs industriels substantiels et sophistiqués. Plusieurs pays en voie de développement ne peuvent plus être décrits comme des économies agricoles dépendantes de matières premières pour leurs revenus d'exportations. Un nombre croissant de pays du Sud ont émergé en tant qu'exportateurs primordiaux de produits industrialisés et le commerce international dans le domaine d'habillement et du textile est largement dominé par les pays en voie de développement. L'une des conséquences de l'industrialisation est l'émergence d'une classe ouvrière dépendante du travail dans les usines dans les régions urbaines. Un très grand nombre de femmes appartiennent à cette catégorie.

53. Dans quelques années, une grande partie des populations de pays en voie de développement ne vivra plus dans les régions rurales mais dans les centres urbains. L'urbanisation s'est accélérée de manière spectaculaire et il existe plusieurs villes des pays sous-développés ('méga villes') avec un nombre extrêmement grand de population. L'urbanisation a créé des problèmes majeurs pour les communautés métropolitaines et pour les services du gouvernement. L'amélioration des infrastructures- des routes, l'approvisionnement en eau et en électricité, l'éradication de l'habitat insalubre- dans les régions urbaines des pays sous-développés constitue une priorité. A cette fin, de larges investissements doivent être réalisés. Dans le cadre d'une étude menée récemment par la Banque de développement asiatique, la banque estime que le montant d'investissements nécessaire en matière d'infrastructures s'élève à 3.000 milliards de dollars sur la prochaine décennie. 10 cela donne une idée sur les besoins immenses de l'Afrique dans ce domaine. 11 La facilitation d'investissements adéquats dans l'infrastructure, par des ressources nationales et étrangères, est devenue une préoccupation majeure dans le Sud. De nouveaux mécanismes de financement pour attirer les ressources financières des pays du Sud doivent être prioritaires sur l'agenda de la coopération Sud-sud. Cela exige, entre autres, de nouveaux partenariats entre le secteur public et le secteur privé.

E. L'essor de dynamos régionales et urbaines au sein des pays

Dans le contexte de la mondialisation, la compétition économique n'existe pas entre pays seulement mais aussi entre communautés spatiales dans les villes et les régions. Cela se produit dans les deux rives. La gestion du gourou Kenichi Ohmae est bien connue dans le domaine du business consulting et de la science politique pour sa promotion de l'idée d'une Etat-région. Comme il l'a bien souligné dans son dernier livre ¹² le port d'entrée pour les capitaux étrangers est souvent la région et pas le pays.

Les villes et les provinces tout au long la région littorale de la Chine se concurrencent pour attirer de nouveaux investissements. En Inde, de nouvelles "Bangalores" ont vu le jour: Chennai, Gurgaon près de New Delhi, Hyderabad, Pune et plus récemment Kolkata. Un article tiré d'un magazine d'affaires cite l'expert en concurrence Michael E. Porter qui avance que, paradoxalement et malgré la mondialisation, l'emplacement est toujours important¹³. En conséquence, vu le besoin des villes et des régions de concurrencer sur l'échelle internationale, la coopération Sud-Sud doit impliquer aussi les régions, les provinces et les villes.

F. L'impact des diasporas

55. Les changements considérables qui ont eu lieu récemment dans les pays du Sud sont dû au rôle des diasporas quelles soient les gens du Sud qui vivent dans d'autres villes du Sud ou dans des pays du Nord. Beaucoup de pays asiatiques reçoivent des capitaux de l'Asie de l'ouest notamment des pays pétroliers. De la même manière, beaucoup de pays du Sud reçoivent des revenus financières importantes de leurs diasporas dans le Nord. Comme déjà dit, les ressources financières transférées aux pays en voie de développement à travers les immigrés dépassent les aides et, pour certains pays, dépassent même les revenus d'investissements étrangers.

¹⁰ voir *Financial Times*, 22 septembre 2006.

¹¹ Dans une lettre au rédacteur en chef du *Financial Times*, Anwarul K. Chowdhury, le vice secrétaire général des Nations Unies et haut représentant pays moins développés, des pays enclavés, et des petits états insulaires en

développement a invoqué l'infrastructure faible des pays africains qui freine le développement durable. Dans ce contexte, il a aussi abordé le rôle de la géographie pour petits états insulaires. il a appelé à un développement des infrastructures et à des engagements extra-frontaliers., y compris la coopération pour le développement., la participation du seteur privé et le soutien aux citoyens. Voir Financial Times, 1 décembre 2006.

12 Kenichi Ohmae, *The Next Global Stage: Challenges and Opportunities in Our Borderless World* (Upper Saddle River, New Jersey: Wharton School Publishing, 2005).

13 "Q&A with Michael Porter", *Business Week*, 21-28 aout 2006.

56. L'immigration et les versements des immigrants constituent aujourd'hui un aspect principal de la mondialisation notamment pour les personnes défavorisées du Sud. Pour cette frange de la population, des questions telles que les taux de change, le système bancaire et les mécanismes d'épargne sont devenus d'importantes préoccupations. Cependant, il existe encore des écarts dans ce domaine. Selon une enquête internationale des Nations unies menée en 2005, les capitaux pourraient être utilisés comme moyen pour lier les populations défavorisées aux institutions financières dédiées pour leurs besoins comme les institutions de microcrédit et les organismes d'épargne et de crédit. Cela fait l'objet d'un débat qui doit réunir leaders de gouvernements, acteurs du secteur privé et de la société civile et diasporas.

G. Culture, Sports et l'économie créatrice

57. N'importe où dans le Sud il existe une recrudescence de l'activité culturelle. Les nouvelles technologies de communication et la télévision ont permis des créations culturelles et des événements qui sont repris à travers la planète. A la place d'une culture monolithique dominée par l'occident, le monde d'aujourd'hui connaît une diversité culturelle florissante. La musique et les danses africaines et caribéennes influencent sur les tendances de divertissement dans le Nord. Que ce soit dans le domaine du cinéma, le phénomène "Bollywood" en Inde, ou de sports, le rôle du Sud est devenu plus important. L'Afrique du Sud va organiser la Coupe du monde de football et la Chine les Jeux olympiques en 2008. Un événement sportif majeur tel que la Conférence internationale de cricket a récemment déplacé son siège de Lord à Londres vers Dubaï.

58. Il serait désirable de donner une attention croissante à un secteur d'une importance émergente : l'économie créatrice. Les industries créatrices – les enregistrements musicaux, les produits littéraires, le cinéma et la télévision à travers l'utilisation des services de l'ordinateur- ont été récemment reconnus en tant que source de richesse, un outil pour la création d'emploi et une force de réduction de la pauvreté. La créativité touche à plusieurs catégories sociales même dans les pays pauvres et la plupart des arts ne nécessitent que des capitaux d'investissements modestes. Lors du consensus de 2004 à Sao Paulo, la CNUCED XI a estimé que les industries créatrices représentent 7 pour cent du PIB mondial et, collectivement, 4 pour cent des PIB des pays en voie de développement qui ont de faibles ou des revenus moyens. A cause des problèmes de communication, ces chiffres ne représentent pas vraiment les flux internationaux des produits culturels. Qu'à cela ne tienne, une chose est claire : le secteur économique créatif constitue une opportunité énorme pour la coopération Sud-Sud.

V. Changement d'agendas

59. Quand le Sud a rejoint les négociations internationales sur les questions économiques dans les années 60, il a développé un agenda approprié pour cette époque. Les gouvernements ont exclusivement préparé le contenu de cet agenda que ça soit une question relevant de la coopération Sud-Sud ou un sujet relatif aux négociations entre Nord et Sud. De plus, au niveau mondial, les pays du Sud ont continué à travers les mécanismes intergouvernementaux : les G-77, le Mouvement des non-alignés, la CNUCED et d'autres.

60. Dans les années 70, les négociations s'intéressaient sur la création d'un nouvel ordre économique- an effort ambitieux pour transformer les structures économiques internationales. Le fruit de ces efforts était le Programme Intégré des Produits supervisé par la CNUCED. Des concessions sur ces questions ont été prévues. Pour sa part, le Sud a prôné l'idée d'une autosuffisance pour les pays du Sud. Cela a appelé à une coopération intensifiée intra Sud visant à établir un ordre économique où tous les pays, individuellement et en tant que groupe, pourraient posséder des capacités techniques, institutionnelles et économiques autonomes. cela constituait aussi une approche protectionniste à travers laquelle l'industrialisation du Sud allait être facilitée par la protection contre les importations même si les pays du Nord ont avancé des concessions par rapport aux exportations du Sud. Le système mondial de préférences commerciales était un exemple illustrant ce type de pensée.

Les exportations de matières premières constituaient la plus importante source de revenus externes pour le Sud. La CNUCED estimait que les conditions du commerce entre les matières premières, exportées principalement par les pays sous développés, et les produits industriels, importés du Nord par les pays en voie de développement, ont été biaisées contre ces derniers. En conséquence, un mécanisme de soutien pour la production des matières premières et les exportations devait être créé. L'Indice des prix à la consommation IPC a proposé alors de mettre en place des stocks de produits financés par un fond commun pour protéger les prix des volatilités, offrir des paiements compensatoires à la chute des prix et fournir de l'aide aux pays pour qu'ils puissent industrialiser leurs matières premières et les vendre sous une forme de valeur ajoutée. Cependant, l'IPC a échoué et n'a quasiment rien apporté malgré les négociations prolongées.

62. quid des matières premières depuis cette période ? le Sud, mise à part l'Afrique et quelques pays de l'Amérique latine, n'est plus très dépendent des exportations de matières premières vers le Nord. En effet, le Sud est devenu lui-même un consommateur et importateur de matières premières. Les conditions commerciales controversées ont disparu. Les pays du Sud producteurs industrialisent et exportent beaucoup de matières premières.

63. un autre sujet principal est l'investissement étranger direct (IED) et le rôle des sociétés multinationales ou les corporations transnationales. Dans cette perspective, l'approche politique du Sud sur ces questions a été largement déterminée par l'expérience coloniale qui se caractérisait par le fait que les investissements étrangers étaient de type exploitatif qui s'intéressaient surtout sur la production de la matière première spécialement les métaux et les minéraux. Cette génération d'investissement étranger a largement disparu. Il existe maintenant des investissements étrangers qui se dirigent vers le Sud pas pour les matières premières mais aussi pour des produits industriels et les services. Les pays du Sud essaient d'attirer les flux d'investissements étrangers pas seulement parce qu'ils produisent les capitaux nécessaires mais aussi parce qu'ils constituent un instrument pour le transfert de la technologie et la construction d'un savoir-faire en terme de gestion et la création de nouveaux

marchés d'export. La source d'investissements étrangers a aussi changé et les flux d'(IED) émanent aujourd'hui des pays du Sud. De plus, les investissements des pays en voie de développement dans le Nord ont augmenté.

64. La situation de corporations multinationales a connu, elle aussi, un changement radical. Et cela n'est pas dû au fait que les pays du Sud et les entreprises ont créé une capacité de négociations avec les corporations multinationales. C'est une question de corporations multinationales elles mêmes originaires des pays du Sud. En outre, ces corporations sont aujourd'hui multinationales, et mondiales d'avantage¹⁴

65. une autre préoccupation du passé est le fait que les corporations multinationales ne transféraient guère la technologie aux pays en voie de développement. Cela a beaucoup changé aujourd'hui avec un transfert d'activité technologique vers les compagnies du Sud ou vers des branches appartenant au Sud dans des compagnies du Nord. Les corporations multinationales, au lieu d'être un obstacle pour l'industrialisation dans les pays en voie de développement, sont des leaders industriels dans le Sud, exportant leurs produits vers le Nord.

66. Il y avait aussi des préoccupations relatives au trafic maritime qui, au cours des dernières années, était largement dominé par les compagnies et les consortia de navigation. Une fois de plus la donne a changé et les pays en voie de développement détiennent une part importante dans le domaine de l'industrie commerciale de transports maritimes. Récemment, un groupe de Dubaï a conclu le rachat de la Peninsular and Oriental Steam Navigation, une grande compagnie de transports maritimes.

67. L'aide au développement officielle (ADO) a été une pierre angulaire dans les négociations Nord-Sud il n'y a pas si longtemps puisque le commerce et l'aide devaient aller la main dans la main. L'objectif de 0,7 pour cent du produit intérieur brut pour l'ADO reste important pour beaucoup de pays africains et pour les pays les moins avancés notamment pour éteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Aujourd'hui il n'est plus qu'un sujet d'importance secondaire pour la plupart de ces pays de l'Asie et de l'Amérique latine. Ces derniers comptent plus sur les flux d'investissements étrangers et sur d'autres financements comme les crédits et les prêts bancaires. Le monde des années 60 et 70 et même des années 80 concernant le développement de finance a largement disparu. Le Banque mondiale n'est plus le financier qu'il était pour le Sud. L'importance du FMI a également décliné. Aujourd'hui on vit l'émergence d'un groupe de donateurs non traditionnel qui investit activement dans le domaine de l'aide au développement.

A. quelques sujets principaux

68. au moment où le Sud était faible et les négociations étaient largement entre le Nord et le Sud, le type de mécanisme qui régnait était peut-être le plus adéquat. Cela n'est que du passé. Le Sud devient de plus en plus fort et on s'attend à qu'il devienne un acteur puissant dans les affaires internationales.

¹⁴ dans un essai publié en Mai 2006 dans le journal, *Foreign Affairs*, et dans un article d'opinion du *the Financial Times* du 12 juin 2006, Samuel Palmisano, président du IBM, dit que la " corporation multinationale " n'est plus appropriée pour décrire les grandes corporations du 21 siècle les compagnies multinationales ont peut-être eu des expériences dans plusieurs pays mais elles n'étaient pas vraiment internationales pour certaines activités comme la recherche, le développement et la conception de produits and qui restaient dans le pays hôte"

.selon, Palmisano, les nouvelles entreprises intégrées formules des stratégies, gestions et opérations pour intégrer la production et offrir une valeur aux clients sur une base internationale.

69. Les agendas de négociations s'agrandissent et s'approfondissent dans un monde où la mondialisation crée des opportunités complexes et des défis pour le Nord et le Sud. Il ne s'agit pas seulement d'établir les conditions d'une discussion inter gouvernementale. Hormis l'établissement de l'agenda par des groupes tels que le G77, il existe aujourd'hui un besoin pour plus de mécanismes spécialisés et moins de mécanismes inter gouvernementaux pour affronter des questions telles que la construction du consensus parmi les pays du Sud et la mise en place de coalitions avec des pays développés sur des sujets spécifiques. Les mécanismes de négociations doivent être plus engagés et par conséquent plus complexes. Le Sud devrait prendre des initiatives au lieu de rester simplement réactif aux idées du Nord.

70. Le commerce constituera une caractéristique principale de l'agenda et de nombreuses affaires restent inachevées au sein de l'OMC et ailleurs. Les négociations seront nécessaires pour la mise en place de systèmes multilatéraux en termes d'agriculture, de service, de propriété intellectuelle et dans d'autres domaines. Un travail supplémentaire doit être effectué au niveau des arrangements multilatéraux pour stimuler l'investissement étranger et fournir des assurances et des garanties pour les flux financiers. Dans les pays en voie de développement, des améliorations au niveau national dans des domaines tels que le droit commercial, les nouveaux outils de financements, le système bancaire, les indemnités d'assurances et de retraite sont attendues. Une autre nécessité est le développement des marchés monétaires locaux à revenu fixe.

71. les derniers développements politiques et sociaux dans pratiquement toutes les régions du monde ont encore une fois montré que les leaders politiques doivent consacrer plus de temps pour que la mondialisation soit plus inclusive géographiquement et en terme de couverture de tous les groupes de la population, s'ils veulent maintenir un large soutien populaire à la mondialisation et aux réformes basée sur l'économie du marché. Il n'est plus admissible de dire que les bénéfices de la croissance économique et l'ouverture des économies nationales sur le commerce et l'investissement international seront naturellement bénéfiques pour toutes les régions et pour tous les groupes. Les questions d'égalité et de politique sociale demandent plus d'attention de la part du Sud pas seulement en terme de politique publique mais aussi en terme de participation du secteur privé et de la société civile.

72. L'environnement est un sujet sur lequel le Sud a été largement réactif dès son émergence en tant que question d'une importance centrale pour tous les pays et toutes les régions du Nord et du Sud. Un vrai consensus international sur les questions de développement durable est cruellement nécessaire aujourd'hui¹⁵. On assiste également à une migration humanitaire majeure et des préoccupations concernant les droits de l'homme où le Sud devrait développer des positions communes et d'être plus proactif au lieu de répondre défensivement aux initiatives.

¹⁵.. Le rapport de l'institut *State of the World de 2006* (New York and London: W. W. Norton & Company) s'intéresse sur la Chine et l'Inde « la Chine, l'Inde et le nouvel order mondial » Christopher Flavin and Gary Gardner avancent que l'essor de la Chine et de l'Inde montre que «le modèle économique occidental' ne va pas satisfaire les 8 milliards de gens du 21^e Siècle. Le Directeur de l'Administration étatique pour la protection de

l'environnement, M. Xie Zhenhua, ajoute que la Chine va renforcer la coopération Sud-Sud pour accélérer la réalisation des OMD. Cette approche nécessite une application universelle.

73. beaucoup de pressions émanant de plusieurs sources - la plupart d'entre elles se trouvent principalement dans le Nord mais sûrement dans le Sud aussi- demandent aux corporations du Sud de répondre plus efficacement aux ramifications environnementales et sociales de la mondialisation et à l'accélération récente du développement économique dans les pays développés. Les corporations multinationales subissent une pression populaire et de la part des ONG afin de modifier les pratiques commerciales dans le cadre des préoccupations sociales et environnementales. Des préoccupations similaires hantent les esprits des compagnies du Sud notamment celles qui cherchent de nouvelles frontières dépassant les frontières nationales. Ce processus exige la participation du gouvernement, du secteur privé et de la société civile.

Des accords internationaux plus efficaces devraient voir le jour pour réduire la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le Développement. Le Sud et le Nord doivent établir des agendas concrets pour faire face à ce problème. Ils doivent se baser sur la politique de l'ADO ainsi que sur la politique commerciale mais ils doivent aussi aller au-delà de ces sujets. Une attention particulière doit être accordée à l'objectif numéro 1 des OMD concernant l'éradication de la pauvreté extrême et de la famine. Le fait que plus de 1,1 milliard de gens continuent de vivre dans une extrême pauvreté est une réalité inacceptable qui ternit l'image des pays du Sud¹⁶. Des actions décisives visant à réduire la pauvreté et atteindre d'autres OMD n'est pas seulement une responsabilité gouvernementale ou une responsabilité de la société civile mais aussi une responsabilité du secteur privé¹⁷.

75. La persistance d'une pauvreté extrême ne constitue plus une caractéristique relative aux pays du Sud comme dit précédemment.

En effet elle est devenue un problème de l'Asie du Sud et de l'Afrique. Depuis le début des années 80, le nombre de gens atteints d'extrême pauvreté a considérablement baissé en Asie de l'Est. Grâce à l'Inde le nombre de gens atteints d'extrême pauvreté commence aussi à diminuer en Asie du Sud.

D'autre part, en Afrique, le nombre de personnes appartenant à cette catégorie a dépassé 100 millions au cours des deux dernières décennies.

76. C'est dans ce contexte là que la coopération Sud-Sud (2005-2007) s'est concentrée sur la performance irrégulière du développement parmi les pays du Sud. Elle a avancé que cette situation différenciée menait vers une grande opportunité de coopération internationale dans le domaine du développement : la coopération Sud-Sud était plus que jamais sollicitée. Cette coopération pourrait être plus luxuriante vu les politiques de développement et les excellentes capacités institutionnelles, humaines et technologiques disponibles dans le Sud pour une utilisation appropriée.

B. Le changement du système multilatéral

Le Sud a beaucoup compté sur un système multilatéral notamment les organisations faisant parti de la famille onusienne pour réaliser ses buts. Les pays du Sud ont été hésitants quant aux institutions de Bretton Woods. La plupart des pays en voie de développement n'étaient pas membres de la GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Dans le cadre du système des Nations Unies et au moment où les commissions générales

(spécialement la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes) ont joué un rôle important en tant que supporteurs des intérêts du Sud, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est installée comme l'agence la plus favorisée du Sud pour les négociations Nord-Sud. En effet, les idées et stratégies du Sud pour des négociations Nord-Sud ont été largement développées avec l'assistance de la (CNUCED). Cette dernière a offert des services techniques pour le G-77 à Genève et pour le groupe des 24 sur les affaires monétaires internationales à Washington.

78. Plusieurs aspects des relations du Sud avec le système ont changé. Le rôle central de la (CNUCED) a diminué. Les négociations sur le commerce sont déplacées vers l'OMC où les pays en voie de développement ont de voies égales et un pouvoir considérable « contrairement au GATT » et où les pays du Nord et du Sud se sont organisés en groupe et en coalition afin de négocier sur des sujets spécifiques. A titre d'exemple, sur les négociations agricoles, le groupe Cairns est une coalition regroupant les pays développés et ceux en voie de développement. Le G-77 n'agit pas dans le cadre de l'OMC.

79. Plusieurs démarches se sont mises en œuvre pour donner aux pays du Sud une part de contrôle plus importante au sien du FMI et de la Banque mondiale, en contrepartie de leur pouvoir financier croissant. Le FMI n'aura aucune raison d'être si les pays du Sud ne sont pas suffisamment représentés. Il existe également des démarches pour la mise en place des mécanismes régionaux. Pour un grand nombre de pays en voie de développement, l'importance de la Banque mondiale a chuté. Les principaux pays du Sud (« la Chine, l'Inde, la Malaisie, l'Afrique du Sud etc..) sollicitent la Banque mondiale pour avoir une assistance technique plutôt qu'une assistance financière.

80. il existe d'autres démarches au sein du système multilatéral pour donner au Sud un rôle plus important dans les affaires internationales. La majorité des pays en voie de développement sont pour donner à l'Assemblée générale des Nations unies un rôle aussi décisif que celui du Conseil de sécurité. Des demandes ont été formulées par plusieurs pays du Sud réclamant la représentation au Conseil de sécurité.

¹⁶ Dans *Globalization for Development: Trade, Finance, Aid, Migration and Policy* (Washington, DC; Houndmills, Basingstoke, Hampshire; and New York, NY: The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank and Palgrave Macmillan, 2006), Ian Goldin et Kenneth Reinert avancent que l'élimination de la pauvreté extrême reste une politique publique importante pour l'humanité

¹⁷ dans ce contexte, une stratégie pour promouvoir l'adoption par plusieurs pays du Sud et du Nord de "bas de la pyramide" des stratégies comme celles recommandées par C. K. Prahalad dans son livre, *The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty through Profits* (Upper Saddle River, New Jersey: Wharton School Publishing, 2006). Selon Prahalad, le bas de la pyramide compte plus de 4 milliards de gens dans le Sud qui vivent à moins de 2 dollars par jour. Il ajoute que ces pays constituent un marché économique et financier viable pour plusieurs corporations.

¹⁸ Pour plus d'informations, voir Goldin et Reinert dans *Globalization for Development: Trade, Finance, Aid, Migration and Policy* (Washington, DC; Houndmills, Basingstoke, Hampshire; and New York, NY: The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank and Palgrave Macmillan, 2006).

¹⁹ voir 3e cadre de coopération Sud-Sud., para. 5.

²⁰ Voir *Financial Times*, 21 septembre 2006, lettre au rédacteur en chef, "le G7 et G8 sont des reliques inutiles du 20 siècle", par Colin I. Bradford, Jr. Et Johannes F. Linn, les deux de The Brookings Institution, Washington, DC. voir aussi The Brookings Institution, "Global Economic Governance at a Crossroads: Replacing the G-7 with the G-20", Policy Brief #131, by the same authors, at www.brook.edu/comm/policybriefs/pb131.pdf.

Le Sud n'est plus hostile à engager des négociations hors du système des Nations unies. Plusieurs pays en voie de développement sont invités à participer partiellement aux discussions du G8. il y a eu même des voix- notamment dans le nord- qui disent que le G8 est devenu un une relique inutile du 20eme siècle et qui prônent un sommet comprenant les principales économies émergentes. Des adeptes de ces idées sont aussi pour un remplacement du G8 par un G20, un groupe informel qui réunit tous les ministres des Finances et 19 gouverneurs de banques centrales du Nord et du Sud plus l'Union européenne afin d'assurer la gestion des affaires financières internationales.²⁰

Deux économies de marché émergentes- le Mexique et la République de Corée- sont membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). L'année dernière, le secrétaire général de l'OCDE, M. Donald J. Johnson, a appelé l'organisation à s'élargir d'avantage pour inclure la Chine et d'autres économies émergentes²¹.

VI. les conséquences du changement

82. le Sud ne joue plus un rôle secondaire dans les politiques relatives aux domaines politiques et économiques internationaux. Aujourd'hui, il fait largement parti du paysage mondial. La force croissante du Sud a crée des capacités pour de nouvelles et dynamiques formes de coopération Sud-Sud. Il n'est plus admissible par le Sud d'accepter des initiatives émises par les autres. Il devrait jouer un rôle prépondérant dans la formulation d'idées et de propositions pour faire face aux questions internationales. Alors que la politique publique va continuer d'être importante dans les pays du Sud, le Sud d'aujourd'hui est moins dépendent de l'Etat en terme de développement économique et social. Les acteurs non étatiques, notamment dans le domaine des affaires et de la société civile, sont devenus décisifs. Le Sud devrait construire sa propre infrastructure d'institutions gouvernementales et non gouvernementales afin de formuler les politiques et établir les agendas à la lumière de ces développements.

83. depuis le début des années 60, le Sud formule ses agendas internationaux et développe un consensus parmi les Etats membres à travers des mécanismes comme Le G77, le G24, les sommets du Sud, le Mouvement des non-alignés et les institutions amies comme la CNUCED. Ces institutions se sont développées pour traiter de nouvelles questions. Mais la question qui se pose est la suivante: ont-elles changé suffisamment ? sont-elles bien placées pour faire face aux négociations et activités émergentes ?

²¹ voir *Financial Times*, 25 juillet 2005.

84. Comme dit précédemment, le commerce Sud-Sud a augmenté plus rapidement par rapport à d'autres flux commerciaux. Cependant, les tarifs douaniers et d'autres barrières dans le Sud constituent un obstacle pour les pays en voie de développement. De plus, alors qu'il existe des mouvements appelant à la libéralisation du commerce intra-Sud, les chances pour la libéralisation restent insuffisamment inexploitées. Des pays comme la Chine, l'Inde, et les autres économies émergentes du Sud qui ont de larges surplus financiers se trouvent dans une position pour encourager la libéralisation du commerce dans le Sud. Doit-on s'attendre à de nouveaux mécanismes dans le Sud pour examiner une levée imminente de ses obstacles ? ces mécanismes devraient négliger le cadre intergouvernemental standard puisque le secteur des affaires et les organisations de la société civile sont appelés à participer afin d'atteindre un maximum d'efficacité et de légitimité.

De nos jours, quelques pays du Sud contrôlent de larges capitaux financiers. Ces capitaux continuent de viser principalement des investissements dans le Nord et sont largement gérés par des institutions du Nord. Les montants sont d'autant plus intéressants que cette démarche va sans doute continuer. Il y a, néanmoins, des opportunités de changements marginaux et ses perspectives constituent un espace prometteur pour générer plus d'investissements dans le Sud. Techniquement, cette question nécessite plus d'études et de nouveaux mécanismes doivent être élaborés pour la mise en œuvre. Ce n'est plus seulement une question de financements consensuels mais plutôt l'élaboration de conditions bénéfiques mutuelles entre les pays du Sud. De plus, cela dépend du développement du secteur financier dans le Sud. Le sujet porte aussi sur la dimension d'assistance au développement notamment pour les pays d'Afrique et les pays moins avancés. Dans ce contexte, il est nécessaire de mettre en place de nouveaux mécanismes.

86. tous ces agendas appellent à un partenariat de grande envergure entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile mais ce n'est pas tout. Une approche plus globale comprenant toutes les classes de la société sont à l'ordre du jour si le Sud veut réaliser ses objectifs en termes de politiques sociales et de développement durable avec comme priorité la réduction de la pauvreté extrême dans plusieurs pays du Sud.

87. Cela nécessite également une concentration particulière sur les besoins des pays les moins avancés et l'adoption des instruments de l'Onu notamment le Programme d'Action de Bruxelles pour les pays les moins avancés²² le Programme d'Action d'Almaty²³ et la Stratégie de Mauritius²⁴. Lors d'une rencontre en 2005, le Haut Comité des Nations unies pour la coopération Sud-Sud a appelé aux interventions visant à porter assistance à ces pays et les pays en situation de post-conflit ou de crise. Il a recommandé des efforts particuliers pour mobiliser les ressources et les capacités des pays du Sud les plus avancés afin de permettre aux plus pauvres de réaliser le développement économique et durable et de s'intégrer équitablement dans l'économie mondiale.²⁵

²² voir le document de l'Assemblée générale A/CONF.191/11 le texte du programme d'action a été adopté par la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés en Belgique entre le 14 et le 20 mai 2001.

²³ Les Nations unies ont convoqué la Conférence interministérielle des pays enclavés ainsi que d'autres organismes sur la coopération en transport transit du 28 au 29 août 2003. la conférence, tenue à Almaty, Kazakhstan, a adopté le Programme d'Action.

²⁴ Les Nations unies ont convoqué une rencontre internationale pour examiner la mise en œuvre du programme d'action pour le développement durable des pays à Port Louis, Mauritius, du 10 au 14 janvier 2005. La stratégie Mauritius était le principal document adopté par cette rencontre

²⁵ Voir le rapport du haut comité pour la coopération Sud-Sud 14^e séance (31 mai-3 juin 2005) le document de l'assemblée générale A/60/39.

²⁶ les leaders des Nations Unies se sont rencontrés New York du 14 au 16 Septembre 2005 pour commémorer l'anniversaire de l'adoption de la Déclaration du Millénum.

Un intérêt spécial doit être porté pour l'Afrique vu la situation indiquée dans le paragraphe 73. cette action sera en ligne avec les conclusions du Sommet mondial adoptées par l'Assemblée générale lors de sa séance plénière en septembre 2005 ²⁶ et le Plan d'Action de Doha adopté par le Deuxième Sommet du Sud ²⁷

89. les besoins spécifiques de l'Afrique ont été abordés lors du Sommet du G8 à Gleneagles en 2005 en Écosse, et seront accordés une attention pareille lors du prochain sommet du G8 à Heiligendamm en Allemagne en juin 2007. Quelques pays du Sud, y compris la Chine et l'Inde, ont lancé des initiatives nationales significatives visant à promouvoir le soutien et la coopération avec l'Afrique. Aussi importante une approche multilatérale du Sud basée sur ces initiatives et une approche qui met en valeur le secteur privé et la société civile et qui lance une coopération triangulaire avec la participation du Nord.

90. deux leçons institutionnelles peuvent être tirées de cette intervention. D'abord, alors que les organisations politiques notamment le G77 et le Mouvement des non-alignés sont vitales pour maintenir l'unité et la force du Sud, elles doivent être complétées par des organismes fonctionnels et techniques comprenant chaque Etat membre du Sud. L'adhésion dépendra du besoin substantif et technique concernant le sujet traité, des intérêts des pays, et l'engagement de ces derniers de former des alliances et des coalitions touchant des questions particulières. Deuxièmement, la nouvelle structure du groupe, pour des raisons fonctionnelles et d'ordre de légitimité et d'enjeux, doit offrir un maximum d'espace qui va au delà des gouvernements pour inclure un nombre large d'acteurs non étatiques.

²⁷Le plan d'action de Doha était le document principal adopté par le deuxième sommet du Sud, et qui réunissait les membres du G-77 et la Chine à Doha, Qatar, du 12 au 16 juin 2005.